-4-
Suspension de la séance

II. MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE

-1-
Membres du Gouvernement Présents

Sont au banc du Gouvernement :

Madame Fatou Bintou Taya NDIAYE, Ministre de la Solidarité Nationale ;

Monsieur Bacar DIA, Ministre de l'Information et des Relations avec les Institutions, Porte-parole du Gouvernement.

-2-
Reprise de la Séance

MONSIEUR LE PRESIDENT

Mesdames, Messieurs la séance est reprise.

Soyez la bienvenue parmi nous, Madame le Ministre, et nous saisissons l'occasion de votre présence ici pour, en notre nom, au nom du Président de l'Assemblée nationale et au nom de l'ensemble de nos collègues députés ici présents. Vous dire des mots de félicitation pour le choix porté par le Président de la République et le Premier Ministre sur votre personne à la tête de cet important département.

Vous dire également que nous vous souhaitons plein succès dans votre mission et que vous pouvez être assurée que l'Assemblée nationale restera à votre disposition, pour vous accompagner dans la mise en œuvre de vos politiques et participera activement à l'action que vous menez sur le terrain au service du Sénégal et des Sénégalais.

Ceci dit, l'ordre du jour appelle l'examen de la question orale posée au Gouvernement par notre collègue IBA DER THIAM et relative aux vivres de soudure dans le monde paysan. La parole est à notre collègue IBA DER THIAM pour donner lecture de sa question.

MONSIEUR IBA DER THIAM

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

L'hivernage commence à s'installer dans le pays, les premières pluies sont tombées, certaines organisations paysannes signalent à tort ou à raison des manques de vivres de soudure. S'agit-il d'un phénomène général ou d'un phénomène localisé ? Quelle que soit la réponse à cette question, comment le Gouvernement entend-il faire face à cette préoccupation du monde paysan ? Quelles mesures concrètes a-t-il prises ou compte-t-il prendre pour faire face à la situation ? Je ne lis pas le reste de la question parce qu'elle parlait de la campagne agricole qui ne concerne pas votre département. Je m'en arrête donc là. Merci beaucoup.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie cher collègue.
Madame la Ministre, vous avez la parole pour 15 minutes.

MADAME LA MINISTRE

Je vous remercie.

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Honorables Députés,

Je me réjouis tout d'abord de mon premier passage ici à l'Assemblée nationale devant les représentants légitimes du peuple.

Monsieur le Président,

Cette XI^{ème} législature que vous entamez sur les chapeaux de roue est sans doute partie pour être l'une des meilleures tant les hommes et femmes qui composent cette prestigieuse Institution sont connus pour leur qualité intrinsèque et leur engagement pour la cause de la patrie. Tant la volonté de rupture de rénovation du fonctionnement du parlement est unanimement partagée. Tant la démocratie sénégalaise et la maturité des Institutions de la République ont atteint un niveau de développement, qui n'autorisent plus un recul quelconque. Je voudrais donc Monsieur le Président, vous exprimer à tous et à toutes, mes très chaleureuses félicitations pour votre brillante élection, mais aussi les ardentes prières pour une législature de paix, de progrès et de rayonnement, renforcés de cette Assemblée.

Je voudrais exprimer aux honorables députés ma détermination sans faille à conduire à bon port les destinées du département stratégique que Monsieur le Président de la République et Monsieur le Premier Ministre ont bien voulu me confier. La solidarité nationale et par extension le développement social, sont au cœur des préoccupations quotidiennes du peuple que vous avez l'insigne honneur de représenter, de défendre les intérêts et de trouver satisfaction à ses doléances. C'est ainsi que je compte impulser une nouvelle dynamique vigoureuse, réfléchie, concertée, partenariale, efficace et inéluctablement orientée vers la satisfaction des besoins des populations.

Pour ce faire, je compte sur le soutien et les conseils de l'ensemble des Députés qui sont par excellence les caisses de résonance des doléances du peuple.

Dans le même sillage, je serai entièrement disponible, attentive et engagée avec vous pour une gestion pro-active et participative de toutes les situations. Je voudrais enfin remercier l'honorable Iba

Der THIAM, auteur de la question orale posée au Gouvernement et relative aux vivres de soudure dans le monde paysan. Comme il vient de le prouver encore une fois, toujours égal à lui-même, l'honorable député Iba Der THIAM a le don de savoir tâter le pouls du peuple, d'en diagnostiquer les symptômes et naturellement de décliner les souffrances au Gouvernement qui doit leur trouver remède.

Monsieur le Président, le déroulement de la campagne agricole de 2006-2007 a été marqué par des faits saillants portant sur une perturbation climatique, un manque de fertilité des sols, une invasion parasitaire dont les incidences ont été relativement importantes. La combinaison de ces facteurs a conduit à des résultats mitigés, voir médiocres dans plusieurs localités. En effet, la pluviométrie de la dernière campagne agricole a été caractérisée par une installation normale, à précoce par endroits, mais son déroulement était surtout ponctué de pauses plus ou moins longues. Ces pauses ont intéressé le centre et l'est du pays à un stade déterminant du développement végétatif des cultures et des espèces fourragères.

A cela il faut ajouter un arrêt précoce des pluies survenu au cours de la phase terminale des cultures. La conjonction de ces facteurs avec la faible productivité de nos sols et le parasitisme noté au nord du pays a eu comme résultante une baisse globale de la production estimée à 30% pour les céréales et à 24% pour l'arachide. Ceci a eu pour conséquence l'installation d'une situation alimentaire précaire durant la saison sèche et qui a conduit mes services compétents à mener les enquêtes d'usage pour identifier les zones plus ou moins menacées par la soudure.
Ce travail nous a permis de constater qu'une soudure précoce dont l'envergure est variable selon les régions pourrait s'installer dans certaines localités. Il ne s'agit donc pas d'un phénomène général, mais notamment localisé dans les zones à risque alimentaire situées dans les départements de Gossas, Fatick, Kaffrine, Kaolack, Ranérou, Matam, Kanel, Diourbel, Mbacké, Bambey, Bakel, Thiès, Tivaoune, Mbour, Linguère et Kébémer. Les communautés rurales concernées sont répertoriées dans un document disponible auprès de mes services.

Dès que le Commissariat à la Sécurité Alimentaire m'a informée de cette situation en mi-juillet après ma prise de fonction, j'ai fait élaborer une étude sur la base des zones concernées, la quantité de riz adéquate, les frais d'approche et la durée d'assistance probable.

Une requête de crédits supplémentaires est introduite et en cours d'introduction au niveau du Gouvernement. Au demeurant Monsieur le Président, Honorables députés, en attendant que ces mesures exceptionnelles soient prises par le Gouvernement, mon département mène déjà avec le peu de moyens dont il dispose des actions de solidarité et d'assistance aux populations en détresse notamment celles victimes d'intempéries ou de catastrophes naturelles de grande envergure ; cela était le cas pour les sinistrés de Rufisque et de la région de Diourbel, Diakhao et Kaffrine qui sont programmés cette semaine. Je voudrais dans ce sillage signaler qu'à côté de cette situation préoccupante, nous sommes aussi appelés à couvrir l'assistance en vivres aux cérémonies religieuses dont certaines de grande envergure ont lieu durant cette période d'août à Septembre.
Enfin, en ce qui concerne les mesures prises pour une bonne organisation de la campagne agricole prochaine, sans doute mon collègue du Développement rural comme vient de le préciser le Président Iba Der THIAM, compétent dans ce domaine est mieux habilité pour apporter des réponses idoines. Pour ainsi dire Monsieur le Président, Honorables députés la mission de sécurité alimentaire est extrêmement vaste et complexe. Elle nécessite beaucoup de ressources budgétaires, matérielles et logistiques.

Elle est aussi caractérisée par l'imprévisibilité de certains phénomènes naturels qui requierent l'intervention de l'Etat, alors que les ressources affectées au secteur sont quasiment stationnaires dans le budget de l'Etat. Il faudra donc nécessairement opérer des redressements pour que les stocks de sécurité plusieurs fois proclamés et réclamés soient enfin constitués.

Ces genres de stocks sont les seuls qui puissent nous autoriser à intervenir partout, à temps et en suffisance. Pour y arriver, je compte naturellement sur le soutien de cette Institution, sur sa sensibilité aux questions sociales, sur son plaidoyer pour que les moyens du secteur soient renforcés. En ce qui concerne mon département, une réflexion est entamée pour définir de nouvelles orientations stratégiques conformes à la volonté politique du Président de la République pour faire de la Solidarité nationale un levier du développement social et du développement social un tremplin pour la solidarité nationale.

Je vous remercie de votre aimable attention.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie Madame le Ministre.

Chers collègues, je vous donne lecture de la liste des orateurs avec leur temps de parole :

Iba Der THIAM 5 MN	: auteur de la question
Abdoulaye SENE	: 9mn
Aïssatou COULIBALY	: 3MN
Moustapha CISSE LO	: 8MN
Oumar Khassimou DIA	: 7MN
Moussa CISSE	: 9 MN
Abdou Khadim GUEYE	: 9MN

Le Président Iba Der THIAM a la parole.

- 3 -
Discussion Générale

MONSIEUR IBA DER THIAM

Madame la Ministre,

Je voudrais du fond du cœur vous remercier pour les propos si aimables que vous avez eu pour notre Parlement. Vous remercier aussi pour la disponibilité que vous avez décliné devant nous et le partenariat pro-actif que vous souhaitez sceller avec les membres du parlement. Je voudrais vous exprimer du fond du cœur nos vœux de succès et vous remercier pour l'exposé si clair, si précis que vous nous avez fait dans une concision qui montre la maîtrise que vous avez des problèmes dont vous avez la charge.

Je voudrais également vous remercier des informations que vous nous avez donné et qui nous permettent de comprendre qu'il ne s'agit pas d'un phénomène global mais d'un phénomène ponctuel, limité à un certain nombre de poches qui touchent des populations qui, malgré tout sont importantes et pour lesquelles il est prévu des interventions : la première à grande échelle et que vous préparez avec des moyens accrus, la deuxième immédiate, ponctuelle qui déjà s'opère dans des villes telles que Rufisque, Kaffrine et Diakhao. Mais cela dit je voudrais signaler que le monde paysan représente 65% de la population globale de notre pays, il représente aussi malheureusement la composante humaine la plus vulnérable de notre tissu social.

Depuis l'aube des temps cette situation dramatique, pénible est hélas demeurée, inchangée, permanente immuable. Il en a découlé que le

monde rural a toujours été le siège par excellence de la pauvreté, le monde rural a toujours été le domaine de prédilection de la précarité, le symbole de la vie rudimentaire, le réceptacle de tous les manques existentiels des besoins essentiels et vitaux inassouvis, des désirs posés. Il n'est même pas exagéré de dire que le monde rural est le « **souffre douleur** » de toutes les frustrations, de toutes les privations alimentaires, de toutes agressions et variations, climatiques, économiques, environnementales, sociologique culturelles et pourtant il est le partenaire le plus loyal, le plus constant.

Le plus engagé, le plus fidèle de l'Etat, si bien qu'une question saute immédiatement aux lèvres : Pourquoi ? Au nom des paradigmes qui viennent d'être identifiés, aucun Gouvernement n'a jamais réussi à placer le monde rural en situation de vaincre sa vulnérabilité et sa précarité.
Les royaumes précoloniaux ont tous échoué sur cette question, les disettes, les famines, les épidémies, les ruptures de stocks, les exodes humains y étaient légion.

Le système colonial n'a pas fait mieux bien qu'il ait initié les greniers de réserve entre 1908 et 1910, ainsi que les sociétés indigènes de prévoyance. Les régimes post coloniaux eux non plus n'ont pas réussi à vaincre ce fléau malgré la création des SMDR, de l'OCAS, de l'ONCAD, de la SODEVA et autres ENCAR. Au bilan, chaque hivernage expose invariablement le monde rural à d'interminables et accablantes déconvenues.

Certes, des jalons importants ont été posés depuis l'alternance notamment, c'est le cas avec les douze milliards qui avaient été débloqués en 2001/2002 pour faire face au déficit pluviométrique et au 700 millions qui avaient été mobilisés pour les pluies de contre-saison.

C'est le cas des douze nouveaux milliards qui avaient été versés aux paysans en 2003, c'est le cas des 15 milliards destinés à renouveler le matériel agricole, c'est le cas des remises nombreuses de dettes et autres subventions accordées aux paysans insolvables du crédit agricole, aux riziculteurs de l'Anambée, aux cultivateurs de bananes ou à ceux de coton.

Mais toutes ces mesures, pour importantes qu'elles soient, n'ont malheureusement eu que de très faibles portées. Voilà pourquoi je voudrais madame le Ministre, que l'alternance s'assigne la mission élevée, l'ambition herculéenne que personne n'a jamais osé relever, d'éradiquer définitivement et totalement cette question lancinante, récurrente de la vulnérabilité et de la précarité, de la pauvreté je veux

dire du monde rural, par la libération pour de bon du paysan sénégalais de la peur du lendemain.
Je reviendrai pour compléter ma pensée sur cela.
Je vous remercie beaucoup.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher collègue.
Je passe la parole au Député Abdoulaye SENE pour 9 mn.
Le Député Abdoulaye SENE n'est pas là ?
Le suivant : c'est Madame le Député Aïssatou COULIBAY, vous avez la parole pour 3 minutes.

MADAME AÏSSATOU COULIBALY

(**Intervention en wolof**).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, chère collègue.
La parole est à notre collègue Moustapha CISSE LO pour 8 minutes.

MONSIEUR MOUSTAPHA CISSE LO

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,
Madame, Monsieur les Ministres,
Mes Chers Collègues,
(**Intervention en wolof**)

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher collègue.
Je donne la parole à Oumar Khassimou DIA pour 7mn.

MONSIEUR OUMAR KHASSIMOU DIA

Je vous remercie, Monsieur le Président.
Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Chers collègues,

Je voudrais d'abord féliciter les deux ministres, l'un pour la confiance renouvelée, l'autre pour la belle promotion.

Il y a une semaine exactement, je disais qu'il y a un problème en ce qui concerne la politique agricole qui n'en avait pas. Eh bien aujourd'hui, le débat soulevé en donne un exemple, mais avant de commencer, je voudrais féliciter chaleureusement le professeur Iba Der THIAM. Nous qui sommes de sa génération devrons témoigner ici de sa compétence, de son dévouement à la cause de l'intérêt général, il n'a jamais varié depuis Senghor, en passant par Abdou DIOUF jusqu'à Abdoulaye WADE, nous témoignons nous qui sommes de sa génération.

Nous félicitons le professeur d'avoir soulevé ces problèmes avec quatre questions précises, malheureusement le morcellement des départements dans des entités uniques font que vous n'avez pas vu la dernière question.

La première question : c'est nous qui devons répondre à cette première question ! S'agit-il d'un phénomène général ou d'un phénomène localisé, c'est nous les députés qui devons répondre à cette question, ce n'est pas Madame la Ministre.

Nous qui sommes sur le terrain, tout le monde l'a dit ici surtout le député LO, le monde rural souffre, on ne parle pas de famine parce que nous connaissons le contenu du terme famine, mais il y a la disette, il y a des insuffisances partout du nord au sud, l'est, l'ouest et même dans les villes. Masquer cela, ce n'est pas être réaliste, on ne parle pas de désastre comme cela a été soulevé par certains partis d'opposition parce qu'il y a deux types de critique : la critique constructive et la critique destructive, nous sommes là pour une critique constructive. Le monde rural ne va pas bien, quand nous avons voté, moi personnellement, pour l'avènement de l'alternance, j'attendais mieux pour le monde rural où je suis né, issu et toute ma fonction, toute ma vie, c'est le monde rural.

Les attentes de l'alternance pour lesquelles je me suis battu, eh bien en ce qui concerne le monde rural, ces attentes n'ont pas été réussies, je le dis haut et fort. On nous dit que les engrais sont vendus à l'extérieur, pourquoi pas ? Quand les gens souffrent ils vendent les engrais et cela se répercutera sur la prochaine campagne, cela me rappelle les années 70 où il y avait le malaise paysan, heureusement nous n'en sommes pas là, les années 93 où également il y avait des disettes terribles, quand un jour dans un champ on nous disait : « il ne faut pas que les gens vendent les semences d'arachide », je rencontre un paysan sérère et je lui demande, « pourquoi vous vendez des arachides, qu'est-ce que vous allez récolter ? » Il me répond en Wolof : «**dumë djitu sumë djiwu ci suuf si**», autrement dit il préfère vendre ses graines pour survivre avant de mourir avant les semences, nous n'en sommes pas là, je ne parle pas des gardiens du temple bleu qui à force de regarder le ciel bleu risquent de marcher sur les champs verts, qui n'acceptent pas certaines critiques,

je l'ai soulevé la dernière fois, j'ai essuyé quelques coups de foudre, je continuerai à me battre parce que je sais que ce n'est pas le chemin.

Une campagne agricole se prépare, le morcellement des vivres de soudure du développement rural ce n'est pas normal, c'est une entité. Un programme agricole comprend trois étapes qu'on le veuille ou non si on veut réussir : le programme agricole préparatoire, mars-avril-mai, avant les premières pluies dans le site Kédougou on doit mettre en place le programme agricole qui contribue à quoi ? Les intrants, engrais, pesticides, semences, le matériel agricole et l'évaluation des besoins en vivres de soudure compte tenu des résultats de la campagne précédente. Si on sait que la campagne comme la campagne passée n'est pas une campagne qui va permettre de réaliser une continuité dans les travaux des champs en ce moment on prévoit les vivres de soudure, ce n'est pas maintenant que l'on doit prévoir cela.

Et pendant l'hivernage, nous sommes le 8 août c'est la phase d'exécution du programme agricole.

Cette dernière question du professeur Iba Der, doit être revue. Pendant l'hivernage mai, juin, juillet, août c'est la phase d'exécution, c'est le travail, il n'y a pas d'organisation, là on a déjà programmé tout. Ensuite quand vous avez les mois d'octobre et Novembre, on prépare la campagne de commercialisation, on ne doit pas attendre comme c'est le cas souvent jusqu'au mois de février pour parler de commercialisation. De même que la quatrième question, Monsieur le Professeur, il faudrait la revoir. La revoir parce qu'on ne parle pas de réorganisation d'un programme agricole, d'une campagne agricole en pleine campagne c'est-à-dire au mois d'août. La campagne a trois phases et je viens de les citer

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie. La parole est au collègue Moussa CISSE.

MONSIEUR MOUSSA CISSE

Monsieur le Président, je vous remercie.

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les collaborateurs du Ministre,
Chers collègues,

Je voudrais tout d'abord souligner ce que je considère comme une anomalie. Je pense que ce soir le Ministre du Développement rural et de

l'Agriculture devrait être là. Parce que la question posée par Monsieur le député Iba Der Thiam vous interpelle en tant que Ministre chargé de la solidarité nationale mais interpelle également votre collègue du développement rural et de l'agriculture. Du fait que la question n'est pas adressée spécifiquement à un Ministre mais au gouvernement. Je pense que le gouvernement devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour que les ministres concernés puissent être là et répondre à l'interpellation du député comme cela a était le cas ce matin avec le Ministre du commerce et son collègue de l'Elevage.

Ceci étant dit, je voudrais, Monsieur le Ministre, vous adresser mes sincères félicitations pour avoir bénéficié de la confiance de Monsieur le Président de la République, à vous et à votre collègue de l'Information et des Relations avec les Institutions.

Et je voudrais également saisir cette occasion pour remercier très sincèrement le Président Iba Der Thiam qui nous a encore aujourd'hui donné l'occasion de nous prononcer sur un problème très sérieux qui concerne 65 % de nos compatriotes.
Madame la Ministre, le monde rural ne mourra jamais de faim parce qu'avant de mourir de faim ils viendront envahir Dakar, ils viendront envahir Thiès, ils viendront envahir les grandes villes et vivre à côté de leurs frères et de leurs sœurs.

C'est dire que s'ils vivent dans des situations difficiles, il faudrait tenter des solutions pour leur permettre de continuer à vivre chez eux dans leurs maisons et dans leurs chambres. Sinon nous aurons à gérer d'autres problèmes beaucoup plus importants que des problèmes de cultures ou de distribution de vivres ou de soudure. Ils viendront à Dakar avec tout ce que cela peut engendrer comme problème de circulation, problèmes d'encombrements des rues, problèmes de salubrité et problèmes de sécurité. C'est pourquoi je pense que cette question devrait être étudiée très sérieusement et des solutions appropriées devraient y être apportées immédiatement. Vous avez dit que vous aviez pris un certain nombre de dispositions qui paraît-il ne suffisent pas pour faire face aux problèmes, que vous avez demandé d'autres moyens pour mieux faire face. Nous vous encourageons à faire vite puisque aujourd'hui si rien n'est fait, dans quelques mois, dans quelques semaines, la situation risque d'empirer.

Mais Madame la Ministre, je ne partage pas du tout votre diagnostic de la situation des sinistrés à l'intérieur du pays. Je pense que la situation est presque générale parce qu'il n'y a pas que le déficit pluviométrique qui a provoqué un sinistre, il y a aussi l'invasion des parasites quelque part.

Et en parlant de la vallée, je peux parler de l'invasion aviaire. Voilà un problème qui depuis deux ans empêche les producteurs de la vallée de dormir tranquilles et je vous dis que ce phénomène s'il n'est pas enrayé, ce n'est même pas la peine de mettre en place un quelconque programme de production céréalière.

L'invasion aviaire avait fait dans le passé l'objet d'une lutte concertée entre les Etats du CILSS dans le cadre de l'OCLALAV, l'organisation commune de lutte anti-aviaire et antiacridienne ; cette organisation ayant été supprimée, aujourd'hui chaque Etat devra faire face aux problèmes seul. Et les conditions écologiques devenues très favorables depuis la mise en place des barrages font que ces oiseaux sont devenus sédentaires et à mon avis, le Sénégal pris séparément n'arrivera pas à mener une lutte efficace contre ce fléau, c'est pourquoi nous sommes en train de collaborer avec la Mauritanie, mais même cette collaboration me paraît insuffisante. C'est vous dire que l'ampleur de l'invasion aviaire est d'une importance capitale et a créé dans le Nord un sinistre d'une très grande importance et c'est pourquoi je voudrais vous demander que cette zone soit également comprise dans les zones que vous avez citées comme zones sinistrées.

Madame la Ministre, je ne suis pas un adepte de la politique de distribution de vivres de soudure. Je suis pour que le Gouvernement mette en place un important programme de production céréalière et c'est cela qui va permettre aux producteurs sénégalais de produire assez pour se nourrir et de produire assez pour nourrir le Sénégal.

Je pense que tous les moyens qui sont déployés depuis l'alternance auraient pu nous permettre d'arriver aujourd'hui à une autosuffisance alimentaire si la mise en œuvre de ces programmes n'avaient pas connu quelque part des difficultés. Mais il faut avouer qu'il y a eu des problèmes qui ont fait que les moyens importants dégagés par l'Etat n'ont pas pu nous permettre d'atteindre les objectifs que nous nous étions fixés.

Madame la Ministre, je pense qu'il faudrait que l'Etat mette l'accent sur la culture du riz, sur la culture du mil, sur la culture du maïs et que ce programme puisse être suivi très sérieusement pour que nous puissions obtenir les résultats escomptés. Si cela est fait, nous pourrons nous permettre, nous pourrons en tous cas éviter en plein hivernage de parler de vivres de soudure et de secours parce qu'en fait, le producteur qui va en campagne, s'il ne mange pas bien, s'il a faim, il ne peut pas travailler correctement et le premier facteur de production c'est la force physique. Donc nous estimons qu'aujourd'hui il y a nécessité d'apporter une assistance au monde rural pour lui permettre de faire face à cette situation difficile. Madame la Ministre, je vais aussi poser un certain nombre de questions. L'année dernière, les riziculteurs de la vallée,

notamment ceux du département de Dagana avaient vendu à l'Etat du Sénégal 1500 tonnes de riz dans le cadre de votre stock de sécurité alimentaire. Le mois d'août 2006, nous sommes en août 2007 cette facture n'est jusqu'ici pas payée et cela pose problème parce que ces producteurs qui ont vendu leur riz à l'Etat, c'est avec cette facture qu'ils vont payer la banque pour pouvoir bénéficier d'un autre crédit pour aller en campagne. Aujourd'hui, la banque a tout simplement refusé de renouveler le crédit parce que ces paysans-là lui doivent de l'argent. Je voudrais savoir où est-ce que vous en êtes avec le paiement de cette facture et pourquoi on est resté un an sans avoir payé ? Et à cela s'est ajouté qu'on leur réclame des taxes au niveau du trésor, 2 %. Cela fait 10 millions de manque à gagner sur la facture. C'est important pour les paysans. Madame la Ministre, je voudrais que dans l'avenir, ces choses-là puissent être étudiées très sérieusement et que les paysans puissent être payés surtout qu'il s'agit de l'Etat, il ne s'agit pas de particuliers, mais de l'Etat.
Je vous remercie, Monsieur le Président.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, mon cher collègue.
La parole est à notre collègue Abdou Khadim GUEYE pour 9 minutes.

MONSIEUR ABDOU KHADIM GUEYE

Merci, Monsieur le Président.

Madame la Ministre,

Nous vous félicitons de votre nomination. En fait, je pense, bien que la dernière question du Professeur Iba Der THIAM s'adressait au Ministre de l'Agriculture, vous avez démontré dès le départ dans votre exposé que les questions agricoles et de sécurité alimentaire sont étroitement liées. Puisque vous avez énuméré des raisons qui sont les causes du besoin du secours aux paysans aujourd'hui telles que la baisse de la production céréalière en particulier du mil, l'invasion aviaire au nord. Mais on observe aussi d'autres phénomènes qui aggravent cette baisse de production.

De plus en plus la demande de mil est extrêmement forte en milieu urbain et cette demande est encore accélérée par un début d'industrialisation notamment dans le domaine de l'emballage qui fait que la qualité est plus appréciée parce que c'est beaucoup plus prudent d'acheter le mil etc. Donc cette demande très forte aux mois de décembre-janvier fait que les paysans ont de plus en plus tendance à ne pas garder beaucoup de stocks dans les greniers en préférant l'argent.

Donc les paysans écoulent le mil pratiquement aux mois de décembre-janvier particulièrement si les campagnes de commercialisation des cultures de rente ne sont pas précoces, si elles ne démarrent pas vite, c'est très souvent le cas. Il y a également un autre aspect qui, aujourd'hui, est une cause de cette soudure : c'est le retard des pluies, qui fait que les paysans sont confrontés à deux problèmes, je pense qu'on l'a déjà dit ici : il y a le besoin de nourrir la famille, mais il y a aussi le besoin de nourrir le bétail, donc toutes les ressources sont partagées entre le bétail et la famille si bien que ces ressources ont tendance à être nulles très rapidement. Qu'est-ce qu'on observe donc ainsi ? Vous savez que principalement aujourd'hui, le riz on en consomme beaucoup avec l'exode rural, mais il a de cela des décennies, notre consommation de base dans 80% du pays c'était le mil et nous avons quand même encore gardé ces habitudes-là.

Or on a beaucoup tendance à parler des prix aux producteurs en ce qui concerne par exemple l'arachide et on ne se rend pas compte que le mil est devenu non seulement aussi rémunérateur que l'arachide sinon plus mais constitue pour nous une garantie de sécurité alimentaire importante.

Donc la même importance accordée à ces cultures de rente doit être accordée également aujourd'hui à ces cultures céréalières.

L'exemple qu'on peut donner c'est que présentement, dans beaucoup de zones du Sénégal particulièrement à Dakar, le mil coûte aujourd'hui plus cher que le riz : 20%, 30%, les femmes qui l'achètent peuvent en témoigner. Cela prouve deux choses : que l'offre est devenue très faible, et que dans les zones que vous avez délimitées aujourd'hui et qui sont dans le besoin, dans très peu de temps les stocks seront en train de s'épuiser parce que l'offre, on l'observe est très faible. Ce qui montre qu'il n'y a pratiquement plus de mil en brousse, donc le phénomène va s'élargir c'est-à-dire qu'aujourd'hui tout isolé qu'il soit, il va s'élargir en Août-Septembre avec le retard des pluies.

Donc une combinaison entre le phénomène qui s'élargit, la rupture des stocks et l'arrivée tardive des récoltes parce que comme les pluies ont démarré en Août pratiquement, cela veut dire que les premières récoltes vont être attendues en Octobre. Donc il y a une conjugaison de ces phénomènes qui fait qu'au mois de Septembre on risque véritablement de voir une situation extrêmement difficile en milieu rural, très difficile. Donc ce sont des cas peut-être isolés aujourd'hui. Encore

que « isolés », vous avez donné presque le tiers du territoire, mais avec ces deux phénomènes on risque de passer peut-être au deux tiers, sinon à 80% du territoire rural d'ici le mois de Septembre.

Ce qui nécessite donc à notre avis de penser très vite à des solutions beaucoup plus hardies, notamment en ce qui concerne ce fonds de sécurité, pour voir comment le doter très rapidement et faire vraiment des gestes, ne serait-ce que des gestes, mais les plus étendus possibles. Maintenant le problème est de savoir s'il faut continuer à traiter le problème de la soudure de manière isolée, c'est-à-dire attendre chaque année, parce que notre collègue a démontré qu'il y a 20, 30 ans quand il était lui-même au pouvoir, il y avait aussi ces problèmes de soudure. Donc est-ce qu'il faut continuer de le traiter de manière séparée, auquel cas il faut quand même mettre en place une stratégie permanente, ne pas attendre qu'il y ait des problèmes de déficit pluviométrique mais dire que l'on met en place un fonds de soudure permanent qui est alimenté. Qu'il y ait soudure ou non, on l'alimente en attendant, ou en même temps favoriser en milieu rural une organisation beaucoup plus efficace d'autonomie des paysans par le biais peut-être d'une mutuelle alimentaire.

On assiste à des mutuelles de santé, on assiste à des mutuelles pour faire de l'habitat pourquoi ne pas aussi envisager en milieu rural encourager et promouvoir des mutuelles alimentaires ? Ou alors est-ce qu'il faut considérer que le problème de soudure doit être intégré dans les problèmes agricoles de manière globale et que forcément autant les intrants ont besoin d'être subventionnés, autant à la récolte on doit subventionner les prix aux producteurs, autant aussi il faut penser subventionner les céréales au mois d'Août etc.?

On dépense 15 milliards peut-être même plus entre la subvention par exemple en ce qui concerne l'arachide, la subvention pour acheter le produit et la subvention pour donner les semences, on en dépense peut-être autant pour d'autres facteurs, pour le matériel agricole. Est-ce qu'il ne faut pas dire désormais l'axe soudure est partie intégrante de l'ensemble de ces subventions-là est-ce qu'il ne faut pas faire un guichet unique et chaque année faire un arbitrage par rapport à la situation et dire de manière systématique qu'il y a une subvention qui va aussi à la soudure de manière à faire un partage équitable ?

Parce que si on leur donne les intrants comme on l'a dit tout à l'heure et qu'ils n'ont pas de quoi vivre, immédiatement la plupart d'entre eux vendent les intrants. S'ils produisent, l'Etat subventionne, souvent on dit que les opérateurs ne payent pas le prix aux producteurs donc ils n'y trouvent également pas l'intérêt qu'il faut, donc est-ce qu'il ne faut pas arriver à un arbitrage où à la fois chaque axe de la production, à savoir

les intrants, la force de production qui est le fait que le paysan puisse manger correctement pour produire, à savoir la commercialisation, que tous ces axes-là soient pris en compte dans le cadre d'une politique de soutien à la production, de subvention des principaux facteurs de production. Je crois que ce serait un axe de réflexion qu'il faut approfondir, mais d'ores et déjà je pense que la situation comme on l'a décrite est assez difficile il faut le reconnaître. En milieu urbain déjà tout le monde sait que c'est très compliqué et dans la perspective toujours de l'augmentation de ces denrées de première nécessité dont on parle dans les années à venir, parce que... (**Fin du temps de parole**).

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, cher collègue. C'était le dernier intervenant. Madame la Ministre, vous avez la parole pour 20mn.

MADAME LA MINISTRE

Merci, Monsieur le Président.

Je veux d'abord remercier le Professeur Iba Der THIAM avec qui je partage entièrement son analyse de tout à l'heure.

Monsieur le Président, vous avez insisté sur le fait qu'aucun Gouvernement n'a réussi à placer le monde rural en situation de non-vulnérabilité. Je partage entièrement cette analyse de l'honorable député Iba Der THIAM sur la situation de vulnérabilité du monde rural, sur les efforts consentis par le Gouvernement pour venir en aide aux paysans à chaque fois que de besoin. A mon avis, il faut établir un plan d'action durable. Beaucoup d'études sont en train de s'améliorer à tous les niveaux : national et international.

Je peux vous le confirmer parce que j'ai assisté récemment à un sommet international à l'UNESCO sur le programme « must » par rapport à plus de 84 pays. A notre niveau, dans le département où je viens d'arriver, un plan décennal est établi pour suivre une nouvelle politique de développement durable. L'assistance, résout les problèmes immédiats, mais on revient toujours au même problème dès le lendemain. Donc je pense qu'il faut y remédier d'une autre manière.

J'en reviens à la question de l'Honorable député Madame Aïssatou COULIBALY, ... (**Intervention en Wolof**).

Honorable Député Oumar Khassimou DIA, je vous remercie pour votre question de politique agricole, pour le rappel d'ordre météorologique sur la manière de préparer la campagne agricole. La même démarche

météorologique, fécondée par les apports innovants et pertinents de Monsieur le Président de la République et du Gouvernement actuel est sans doute mise en œuvre par les départements concernés.

Mais simplement, comme je viens de le dire à tous les autres députés, il me serait difficile de répondre à toutes ces questions qui dépendent du secteur agricole compte tenu du fait que mon département c'est vraiment la solidarité nationale et le développement durable des paysans.

Je connais toutes les contraintes évidemment, enfin je le suppose, j'essaye de creuser au maximum, de travailler avec les collègues. On n'a pas eu le temps d'avoir beaucoup de séances ensemble vu le temps, mais je pense que ce sont des solutions qu'on est en train de chercher et j'aimerais ne pas réponde à leur place personnellement parce que ce n'est pas à moi de le faire et je m'en excuse vivement j'aurais souhaité avoir des réponses beaucoup plus précises par rapport à cela. Je vais faire part au Ministre du développement rural de ces préoccupations, cela je peux vous le promettre. Je transmettrai toutes les doléances qui me seront soumises ici à mes autres collègues.

Pour le député Moussa CISSE, je vous remercie pour vos félicitations, vous avez surtout sonné l'alerte en disant qu'il faut faire vite avant que la situation n'empire, une situation presque générale de la zone nord. Vous avez aussi dit que l'exode rurale pourrait s'aggraver évidemment si la situation ne change pas dans les communautés rurales je l'approuve fort bien et cela fait partie de ma politique : limiter l'exode rurale, limiter la mendicité et lutter contre la traite des enfants de la rue.
Donc bien évidemment notre souhait, c'est de trouver des solutions durables afin que ces paysans chez eux arrivent à subvenir à leurs problèmes quotidiens.

La question est très sensible, les dispositions idoines seront prises dans les meilleurs délais. La prise en compte de la zone nord, prendre les remarques des députés évoquées dans votre réponse, les services techniques affineront les études dans la vallée pour proposer les mesures à prendre.

Concernant les problèmes de la facture des 1500 tonnes de la vallée, lors du conseil interministériel préparatoire de la campagne agricole, le Gouvernement a étudié la question pour un traitement diligent, mon Collègue du Développement Rural et de l'Agriculture est en train de trouver des solutions avec le Ministère de Budget. Je m'excuse Honorable député Moussa CISSE du fait que le problème de règlement de ces factures dure depuis deux ans, je pense que mes prédécesseurs, je ne peux même pas dire mes prédécesseurs parce que cela concerne le Ministère de l'Agriculture en partie, sont en train de trouver les

solutions avec le Gouvernement actuel des discussions ont déjà été entamées et le Ministère du Budget est en train de trouver des solutions. Ce sont des questions qui ne concernent vraiment pas mon département, j'essaie de faire le maximum pour une collaboration plus étroite avec Messieurs les honorables députés pour qui j'ai beaucoup de respect.

Pour l'honorable député Abdou Khadim GUEYE, toutes mes félicitations pour votre élection à cette législature. La mise en place de subvention de fonds de soudure, les questions de subventions agricoles, on revient encore à l'agriculture, je n'ai vraiment pas de chance, font l'objet de vives polémiques au plan international, notamment à l'OMC. Toutefois l'option préconisée au Sénégal est plutôt de mettre en place un important stock de sécurité et d'urgence. C'est cela qui se fait dans la sous-région, comme au Niger : 110.000 tonnes de céréales, au Mali, au Burkina-Faso, en Mauritanie etc.

Mon Département va élaborer un dossier dans le sens de la mise en place d'un stock annuel de sécurité d'au moins 50 000 tonnes, en tout cas c'est notre souhait. Nous sommes en train de trouver des solutions, beaucoup plus hardies que tout ce que l'on a déjà fait jusqu'ici. Nous espérons un jour pouvoir régler à 100 % les difficultés que rencontrent les pays.

Je vous remercie de votre aimable attention.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie.
La parole est à notre collègue IBA DER THIAM pour encore 3mn.

MONSIEUR IBA DER THIAM

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Madame le Ministre, je voudrais vous féliciter pour les réponses que vous avez apportées, mais encore une fois m'excuser du fait qu'il y a eu cette question de l'agriculture qui ne fait pas partie de votre domaine sur laquelle d'ailleurs vous vous êtes bien sortie et je tiens à vous féliciter.

A la vérité, c'est une proposition que je veux faire. Pour moi, je pense qu'il faudrait que l'alternance s'assigne la mission élevée, l'ambition herculéenne que personne n'a jamais osé relever d'éradiquer définitivement et totalement cette question lancinante de la vulnérabilité, de la précarité, de la pauvreté du monde paysan par la libération pour de bon du paysan sénégalais, de la peur du lendemain en lui assurant des

revenus stables et suffisants par la mise en place de stratégies neuves, pugnaces, permanentes, audacieuses, globales et révolutionnaires parce que de rupture systématique, totale et durable, qui soit une stratégie de prévention, de suivie, d'initiative originale, l'avènement irréversible d'un nouveau printemps du monde rural. Car s'il y a des domaines où comme le disait Mendès France dans cette démission du Général De Gaulle le 6 juin 1946 : «toute demie mesure équivaut à une contre-mesure», je pense que cette question en fait partie.

Que le Président Abdoulaye WADE prenne cette affaire en question en s'assignant comme chantier de son nouveau mandat l'obligation de libérer le monde paysan de la peur du lendemain, de la vulnérabilité, de la précarité ainsi que de la pauvreté.

Je pense que si ce programme fait l'objet de réflexion collective, en se fondant sur les idées originales qu'ont lancé ici des spécialistes comme Oumar Khassimou Dia, ancien Ministre de l'Agriculture qui lui-même a été conseiller du Premier Ministre pendant de longues années et qui est un des agronomes les plus experts en la matière, quelqu'un comme Khadim Guèye, comme Moussa Sy et tant d'autres, je pense que si nous organisons une réflexion nationale sur cela, il doit être possible de trouver un moyen qui nous permette enfin de vous donner les moyens dont vous aurez besoin pour que vous puissiez aider les paysans chaque fois qu'ils en auront besoin de sorte que définitivement le paysan n'ait plus la peur du lendemain.

Je voudrais encore vous féliciter de la façon dont vous nous avez apporté tous les éclaircissements et vous souhaiter plein succès dans vos nouvelles fonctions.
Merci du fond du cœur.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, Professeur.
La parole est à Madame la Ministre pour 5mn.

MADAME LA MINISTRE

Merci, Monsieur le Président.

Je m'excuse encore une fois auprès des honorables députés de ne pas pouvoir répondre à toutes les questions surtout concernant l'agriculture et la vie des paysans.

Mais je tacherai de m'y intéresser au maximum.

Enfin, je voudrais pour ma part, Monsieur le Président remercier tous les honorables députés et membres du parlement et également vous féliciter Monsieur le Président, pour l'efficacité avec laquelle vous avez conduit les débats de cette présente session.
Je vous remercie de votre aimable attention.

MONSIEUR LE PRESIDENT

Je vous remercie, Madame la Ministre.
La séance est suspendue pour 3 minutes le temps d'installer le Ministre de l'Energie pour la prochaine question.
Merci encore une fois, Madame la Ministre